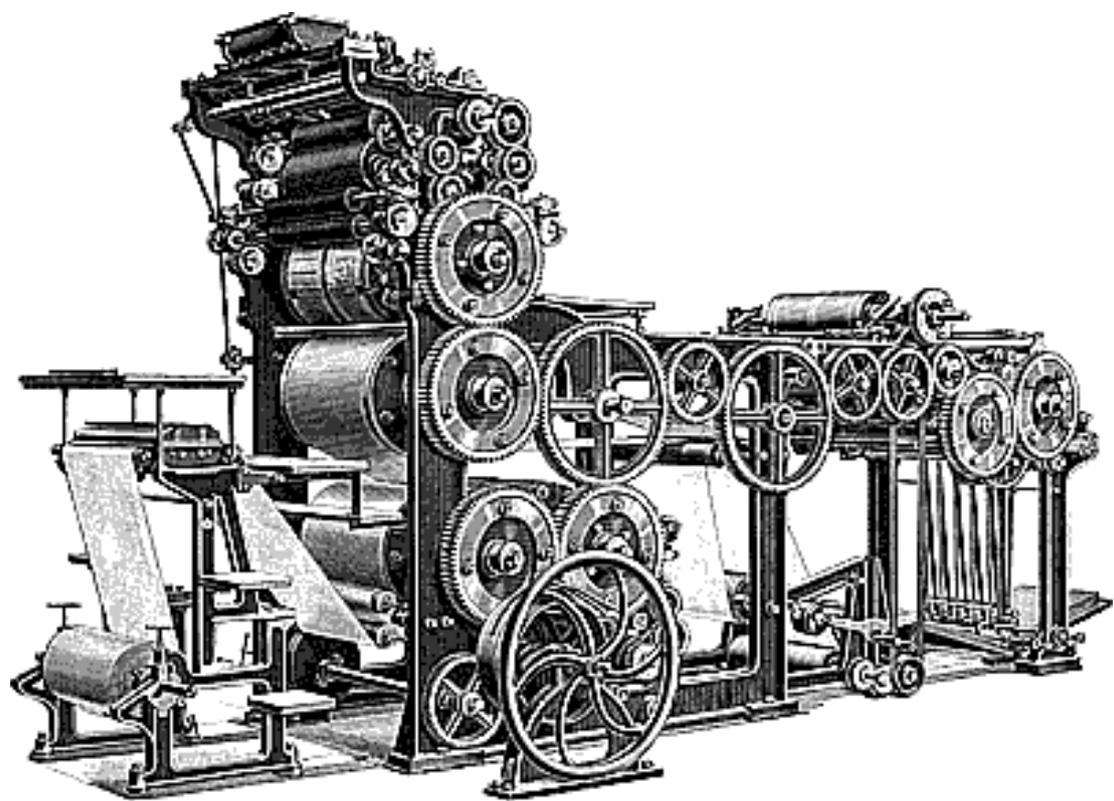




Histoire des Médias

De la région des laurentides

**La communication par les Journaux ainsi que
l'Évolution des moyens de communications**



Histoire des Médias

De la région des laurentides

Au XIXe siècle, c'est le journal qui est la plus importante source d'information du grand public. En fait, la Nouvelle-France n'a jamais possédé de presses à imprimer et toutes les informations écrites se faisaient de personne en personne (force est de noter qu'en absence d'imprimeries, le Canada était dominé plus encore que l'Europe par les traditions orales : contes, fables, légendes, mais c'est un autre thème).

C'est en 1764, un an après le Traité de Paris et la Conquête, que les premières presses à imprimer canadiennes arrivent de Philadelphie, de l'atelier de Benjamin Franklin.

Parution des premiers imprimés Québécois

Sous le Régime français, quelques volontés d'établir une imprimerie sont répertoriées. Des communautés religieuses, comme les Jésuites en 1665 et les Sulpiciens en 1683, portent les premières un tel projet. Plus tard, les gouverneurs Roland-Michel Barrin de La Galissonnière, en 1748, puis Jacques-Pierre Taffanel de La Jonquière, en 1751, en font la demande auprès des autorités monarchiques, sans jamais cependant recevoir les autorisations ou les sommes nécessaires à l'importation d'une presse. Ainsi, à aucun moment de son histoire la Nouvelle-France ne compte d'imprimerie.

Des imprimeurs en 1763 espèrent retenir l'attention d'au moins 300 abonnés, mais ne reçoivent que 143 souscriptions, ce qui compromet dès le départ la viabilité de l'entreprise. Grâce à l'aide financière consentie par le gouverneur, ils ouvrent néanmoins une boutique sur la rue Saint-Louis et publient, le 21 juin 1764, le premier numéro de leur journal hebdomadaire qu'ils appellent **La Gazette de Québec/The Quebec Gazette**.



D'abord, en Nouvelle-France, Louis XIV avait rejeté par deux fois la demande d'installation d'une imprimerie. Le premier évêque de la Nouvelle-France, Mgr de Laval, veillait à ce qu'aucune information ne soit publiée sans la permission et l'approbation du pouvoir ecclésiastique.

La première imprimerie apparaît au Québec en 1764, apportée par les autorités britanniques.

La Gazette de Québec

1764-
Québec

Le premier numéro de **La Gazette de Québec** comprend quatre pages séparées en deux colonnes; celle de gauche contient le texte original en anglais et celle de droite présente une traduction en français. Dans un article intitulé « Les imprimeurs au public », Brown et Gilmore exposent les objectifs de leur publication qu'ils espèrent pédagogique et émancipée des débats partisans. Le corps du journal est quant à lui constitué de diverses nouvelles internationales et se termine avec quelques publicités et une annonce du Commissaire des douanes de Sa Majesté, à Londres.

Les autorités coloniales prennent l'habitude d'utiliser **La Gazette de Québec** comme courroie de transmission. Dès octobre 1764, Murray en fait l'outil de diffusion officiel du gouvernement. Il oblige les curés à s'y abonner pour qu'ils lisent au prône dominical les différents avis et ordonnances qui y sont publiés.

Au cours des décennies suivantes, **La Gazette de Québec** continue d'être publiée malgré quelques événements perturbateurs. En 1765, la loi du timbre adoptée par le gouvernement britannique fait augmenter de 450 % la rame de papier timbré, ce qui force les imprimeurs à cesser leurs opérations jusqu'à l'abolition de cette législation l'année suivante. À la fin de 1775, dans le contexte de la guerre d'Indépendance américaine, le siège de Québec force une seconde interruption de la publication du journal qui s'étend jusqu'en août 1776.

À partir de 1842, le journal est exclusivement rédigé en anglais. En 1874, la **Quebec Gazette** fusionne avec le **Quebec Chronicle** puis, en 1925, avec le **Quebec Telegraph** pour devenir le **Quebec Chronicle-Telegraph**, toujours publié aujourd'hui.

La parution du premier numéro de **La Gazette de Québec** marque les débuts de l'imprimerie au Québec. **La Gazette de Québec** devient quant à elle un important véhicule d'information et est considérée comme le plus ancien journal toujours en activité en Amérique du Nord.



Parution du premier imprimé Montréalais

G A Z E T T E

D U C O M M E R C E
E T L I T T E R A I R E ,
Pour la Ville & District de MONTREAL.



M E R C R E D I , **3 Juin 1778.**

C'est Fleury Mesplet, l'un des instigateurs de la naissance de la littérature canadienne, qui l'y introduira, avec sa Gazette de commerce et littéraire pour la Ville et district de Montréal, parue le 3 juin 1778.



Fleury Mesplet était d'origine française. Né à Lyon, il apprend très jeune le métier d'imprimeur et s'établit à Londres, en 1773. À Londres, il rencontre Benjamin Franklin (qui l'aurait peut-être incité à émigrer aux États-Unis).

Dans sa Gazette, Mesplet et Valentin Jautard, un fougueux journaliste français, recruté par Mesplet, publient des nouvelles qui suscitent les réactions des lecteurs et éveillent leur intérêt pour l'âge de la Lumière, particulièrement pour Voltaire. Sur ordre du gouverneur François-Louis Frédéric Haldimand, Mesplet et Jautard sont incarcérés le 2 juin 1779 cause d'attaques contre les juges de Sa Majesté. Les deux premiers rédacteurs de la presse canadienne se butent au mur de la censure et de l'Église et apprennent ainsi la pratique de l'autocensure.

La Gazette de Montréal

- Le 25 août 1785, six ans après son arrestation, il fit revivre la *Gazette littéraire* qui avait connu une mort prématurée. Cette fois, il l'appela *The Montreal Gazette* – *La Gazette de Montréal*, périodique bilingue (franco-anglais) d'information qu'il dirigea jusqu'à son décès, et qui existe encore aujourd'hui.

The Gazette

Division of Canwest Publishing Inc.

63

Le 25 août 1785, Mesplet publie le premier numéro de La Gazette de Montréal/The Montreal Gazette, journal bilingue.



En 1790, Fleury Mesplet écrit dans ce journal :
L'entière liberté de la presse est le plus grand honneur dont puisse jouir un état. Influencés par la révolution française, Mesplet et Jautard éveillent une opinion publique indépendante et créent le débat public. Leur journal contribue également à la fondation des associations comme l'Académie de Montréal (fréquentée avec assiduité par les deux journalistes).

Grosso modo, au Québec, depuis Mesplet, la littérature trouve difficilement sa voie, mais finalement, à l'exemple de la littérature de l'Europe., elle réussit à gagner sa place bien méritée.

LISTE DES MÉDIAS

par ordre chronologique liés aux Laurentides

1764-1935

1764	Gazette de Quebec	Québec
1778-1779	La Gazette littéraire de Montréal	Montréal
1785	Gazette de Montréal	Montréal
1804-1903	The Quebec Mercury	Québec
1806-1909	Le Canadien	Québec
1826-1899	La Minerve	Montréal

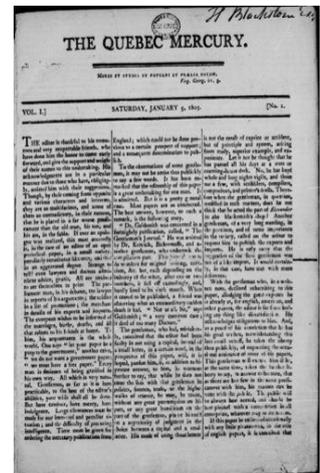
Entre les deux guerres, les premiers hebdomadaires locaux font leur apparition dans les Laurentides

1864-1866	Le Nord	Ste Scholastique
1866-1867	L'Écho des Deux-Montagnes	Sainte-Scholastique
1869-1883	Canadian Illustrated	News Montréal
1877-1935	The Wachtman	Lachute
1878-1901	Le Nord	St-Jérôme
1879-1978	La Patrie	Montréal
1884-	La Presse	Montréal
1890-1892	L'écho des Deux-Montagnes	Ste Scholastique
1892-1895	Liberté	Ste Scholastique
1896-	Argenteuil county news	Lachute
1897-1969	Avenir du nord	St-Jérôme
1906-1907	L'ami du colon	Nominique
1907-1912	Pionnier	Nominique
1910-	Le Devoir	Montréal
1917-1921	Écho de Terrebonne	Terrebonne
1926-1978	Le Petit Journal	Montréal
1930-1978	Montréal-Matin	Montréal
1931-1943	Tribune d'Argenteuil	Lachute
1932-1940	La Voix du Nord	Mont-Laurier
1935-2015	Écho du nord	St-Jérôme

La presse d'opinion fait son apparition

Avec la promulgation de l'Acte constitutionnel de 1791, le Canada connaît les véritables débuts de son histoire démocratique, consacrés par la constitution d'une Chambre d'assemblée élue. Dès lors, la vie politique au Québec qui reçoit l'appellation de Bas Canada se caractérise par d'importants différents entre députés francophones et anglophones. Dans le but de contrebalancer l'influence des députés francophones, plus nombreux que les anglophones, les marchands anglophones de Québec se dotent d'une presse partisane afin d'appuyer les positions politiques de leurs représentants à la Chambre d'assemblée.

En 1805, le **Quebec Mercury**, hebdomadaire de langue anglaise, est fondé par l'homme d'affaires et avocat Thomas Cary, qui en sera le rédacteur en chef. Victimes d'attaques directes provenant des correspondants du **Quebec Mercury**, ce n'est que presque deux ans plus tard que les députés francophones se doteront à leur tour d'une presse d'opinion. Dans les derniers mois de l'année 1806, certains d'entre eux, regroupés sous la bannière du Parti canadien, mettent sur pied **Le Canadien**, première presse unilingue française de Québec. Se positionnant comme ardent défenseur de l'avènement de la responsabilité ministérielle, ce journal acquiert une influence considérable au sein de la population canadienne française, ce qui inquiète le gouvernement colonial britannique et le clergé catholique.



En 1810, à la suite de la publication d'une série d'articles hostiles au pouvoir, le gouverneur Craig fait saisir les presses du journal et emprisonner ses rédacteurs pour sédition. Publié jusqu'en 1903, **Le Canadien** connaîtra plusieurs interruptions, mais sa réputation en fait le modèle par excellence de la presse d'opinion, devenue indispensable pour l'expression des idées politiques. En 1826, alors que la production du **Canadien** est interrompue depuis quelques mois pour des raisons financières, paraît **La Minerve** fondée par Augustin Norbert Morin, un jeune étudiant en droit. Le journal est racheté par l'homme politique Ludger Duvernay en 1827 et devient, sous sa direction, une presse politique très influente. Paraissant régulièrement jusqu'en 1899, **La Minerve** reflète l'évolution de la vie politique canadienne du XIXe siècle. D'abord radicale, puis modérée et conservatrice, elle appuiera successivement les Rébellions patriotes de 1837-1838, l'avènement de la responsabilité ministérielle de 1848 et le projet de Confédération canadienne de 1867.

La presse au service des idées sociopolitiques

À partir du milieu du XIXe siècle, s'affrontent deux grandes idéologies sociopolitiques, le libéralisme et l'ultramontanisme. Pour les tenants du libéralisme, les principes fondateurs de la société doivent reposer sur les libertés individuelles, tant sur le plan économique et commercial que sur celui de l'autonomie et de l'indépendance face à l'État et aux institutions religieuses. Pour les tenants de l'ultramontanisme, l'autorité du pape et de l'Église catholique doit prévaloir dans tous les aspects de la vie civile et politique. Autour de ces idéologies s'affrontent deux factions politiques : le **Parti rouge**, à l'origine du Parti libéral et supporteur du libéralisme sous toutes ses formes, et le **Parti bleu**, ancêtre du Parti conservateur, qui appuie un libéralisme élitiste et très modéré et qui soutient l'Église dans sa lutte contre le libéralisme radical. Les différents camps ne tarderont pas à se doter de feuilles d'opinion pour répandre et défendre leurs idées.

Sébastien Couvrette Historien, Université Laval

Le Canadien

(1^{er} journal francophone)

1806-1903

Québec

Le journal **Le Canadien** est fondé à Québec, le 22 novembre 1806, par Pierre Stanislas Bédard et d'autres membres de l'élite canadienne française, dont Jean Thomas Taschereau, Joseph Le Vasseur Borgia et Joseph Plante. Il est créé dans le but de contrer les attaques du journal **anglophone The Quebec Mercury** et de défendre les intérêts politiques des classes professionnelles canadiennes françaises. Il est d'ailleurs fondé pour devenir l'organe de la majorité à la Chambre d'assemblée du Bas Canada. Au moment de sa création, **Le Canadien** est un hebdomadaire. Parent dirige sa rédaction et Fréchette, l'impression



Le Canadien conteste le dispositif constitutionnel de 1791, défavorable à la majorité francophone. Ses attaques lui attirent les foudres du gouverneur James Henry Craig, qui fait interdire sa publication en 1810. Les principaux rédacteurs sont emprisonnés, les presses, saisies et les bureaux, saccagés. Plusieurs tentatives pour relancer **Le Canadien** échouent et il faut attendre 1831 pour que le journal soit publié de nouveau, toujours sous la direction d'Étienne Parent. Les rédacteurs du **Canadien**, plus démocrates et libéraux que nationalistes, adoptent des

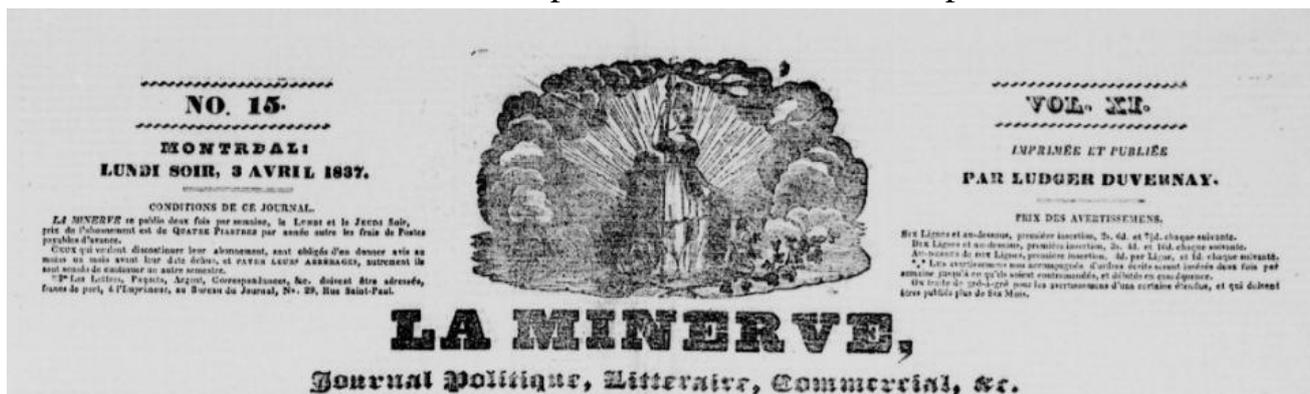
positions modérées lors des rébellions de 1837-1838. En 1832, **Le Canadien** paraît trois fois par semaine. Dix ans plus tard, Parent quitte la direction, mettant fin à la période la plus faste du journal.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, **Le Canadien** est surtout un journal conservateur. En 1874, Joseph Israël Tarte en devient le rédacteur en chef. La même année, **Le Canadien** devient un quotidien. La publication suit désormais les allégeances politiques de son nouveau rédacteur en chef : d'abord ultramontain et partisan d'Hector Langevin, ancien propriétaire conservateur du journal, puis favorable à Joseph Adolphe Chapleau, défenseur de la cause libérale.

En 1891, Tarte déménage **Le Canadien** à Montréal et en fait un journal du soir. Deux ans plus tard, il prend la décision de stopper la publication du quotidien. Cette décision s'explique par la forte concurrence de journaux importants comme le Star et le Herald qui bénéficient de fonds plus importants. Elle s'explique aussi par le fait que le gouvernement en place est conservateur et qu'il n'a aucune envie de commanditer un journal de l'opposition. Enfin, les libéraux préfèrent assurer la survie de La Patrie, leur organe de propagande déjà bien implanté dans la région de Montréal. **Le Canadien** est relancé par des intérêts conservateurs en 1906, mais il disparaît, faute de fonds, en décembre 1909.

La Minerve
(Journal québécois francophone)
1826-1835 1842-1899
Montréal

La Minerve était un journal montréalais fondé par **Augustin-Norbert Morin** pour promouvoir les buts politiques du Parti canadien de Louis-Joseph Papineau. Il a été dirigé au début par Ludger Duvernay. Il a paru de **1826 à 1837**, puis de **1842** au 27 mai **1899**. Au cours de ces années, il est passé de radical à modéré puis conservateur.



Histoire

Le premier numéro fut publié le 9 novembre 1826 et fut, dès 1827, acheté par Ludger Duvernay, journaliste et fondateur de la future Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Le journal fut interdit en 1837 pendant les événements entourant la Rébellion des Patriotes, lesquels désiraient faire du Bas-Canada une république indépendante. De retour d'exil aux États-Unis (il avait été interdit au pays par Lord Durham à cause de son rôle dans la Rébellion), Duvernay reprend la publication en 1842.

Il défend alors l'idée d'un gouvernement responsable et, après le décès de Duvernay en 1852, le journal devint la propriété de plusieurs personnes avant de devenir l'organe du Parti conservateur du Canada. Il devint un quotidien en 1864 et défend le projet de la Confédération canadienne, dénoncée par Papineau et devenant réalité en 1867. Le journal perdit le support du gouvernement quand les Conservateurs perdirent le pouvoir lors de l'élection fédérale de 1896 qui passa aux mains du Parti libéral du Canada. Faute de moyens financiers, le dernier numéro fut publié le 27 mai 1899.



Les Bleus contre les Rouges

Devenue une feuille conservatrice dans les années 1850, l'influence de La Minerve est telle qu'elle éclipse les autres journaux du genre et devient le véhicule médiatique par excellence des idées conservatrices. De nombreux hommes politiques y publient des articles pour attaquer les idées des libéraux. Pour les journaux d'allégeance libérale, survivre n'est pas chose aisée, car le Parti bleu, qui supporte La Minerve, est au pouvoir pendant toute la deuxième moitié du XIXe siècle.



Parmi les publications libérales les plus significatives se retrouvent **L'Avenir** (1847-1857) et **Le Pays** (1852-1871). **L'Avenir**, fondée par le journaliste et homme politique Jean Baptiste Éric Dorion, s'attire les foudres du clergé catholique car il prône l'annexion aux États Unis ainsi que l'abolition de la dîme et du régime seigneurial. Au tournant des années 1850, il perd progressivement de son influence car son fondateur a des idées trop radicales aux yeux de plusieurs libéraux de tendance plus modérée. En 1852, des libéraux modérés lancent **Le Pays** pour diffuser leurs idées : toutefois, ce journal se radicalise dès le début des années 1860 avec l'arrivée de l'homme politique Louis Antoine Dessaulles comme rédacteur en chef. Président de l'Institut canadien de Montréal (Dessaulles utilise le journal pour propager ses idées sur la stricte séparation entre l'État et l'Église et son opposition au projet de la Confédération canadienne.)

L'offensive de l'Église catholique

Devant les positions de Dessaulles, Mgr Ignace Bourget, évêque de Montréal, condamne les activités de l'Institut canadien et sa vaste bibliothèque remplie de livres mis à l'Index et menace ses membres d'excommunication. **Le Pays** ne pourra résister longtemps à l'offensive menée par l'évêque. Conscient de l'influence de la presse écrite sur l'opinion publique, Mgr Bourget favorise la mise en place d'une presse catholique dès le début des années 1840 avec la fondation des **Mélanges religieux** en 1841. Celle-ci a pour mission de publier des informations et de l'actualité de nature religieuse et de contrer les idées libérales en faisant valoir les bienfaits de la doctrine ultramontaine. Un important incendie détruira les locaux du journal en 1852 et mettra fin à ses activités.



En 1857, les évêques du Québec souhaitent combler le vide laissé par la disparition d'une presse catholique influente et fondent **Le Courrier du Canada** qui sera publié à Québec jusqu'en 1901. Les relations entre ce journal et le Parti conservateur sont très étroites, d'abord parce que ce dernier lui octroie d'importantes contributions, ensuite parce que les rédacteurs du journal doivent être d'allégeance conservatrice... tout en s'abstenant d'en faire un organe politique. En plus de cet engagement direct du clergé, d'autres presses catholiques voient le jour à la suite d'initiatives personnelles.

Le Nord

1864-1866

Ste Scholastique

Le 12 mai 1864, dans le premier numéro du Nord (version 1864), sous la signature des deux propriétaires-rédacteurs, MM. Marcil et Camyré, le « comité de collaboration », formé de treize personnalités de Sainte-Scholastique, fit connaître les principes qui les animaient et les objectifs poursuivis. On remarquait, au sein de ce groupe sélect, quatre avocats, dont **Me Wilfrid Prévost** (photo), deux médecins, trois marchands et un notaire... qui avaient tous retenu un encart publicitaire dans le journal.



Soucieux de donner au district de Terrebonne « un organe qui lui soit particulier », Le Nord se consacrerait en priorité « aux affaires commerciales, agricoles et judiciaires » tout en portant une attention particulière à la colonisation et au défrichement des terres incultes, aux événements politiques relatifs au pays, à la publication d'une littérature saine, instructive et nationale, au développement de l'éducation élémentaire et à la « suppression des abus sous quelque forme qu'ils se produisent ». Mais l'agriculture et les affaires municipales occuperaient toujours une large partie de l'espace rédactionnel.

Niant toute soumission ou attache à quelque parti politique que ce soit, les signataires du prospectus de lancement invitent « la classe instruite du District de Terrebonne » à accueillir leur nouvelle entreprise dans un

esprit de collaboration. Ce serait pour cette classe instruite une manière honorable « de faire éclater leur dévouement ».

Parmi les treize signataires du comité de collaboration, figuraient quelques-uns des plus réputés avocats travaillant au chef-lieu et des marchands bien en vue du village de Sainte-Scholastique. Si le journal n'avait pas de couleur politique, il en allait bien autrement des principaux collaborateurs et des associés. Deux ans plus tard, le 4 mai 1866, presque jour pour jour, **Le Nord** cessa de paraître. L'échec était d'abord le résultat d'une grave crise de confiance entre les collaborateurs eux-mêmes. Par ailleurs, la population régionale ne semblait pas apprécier les attitudes parfois trop partisans de l'équipe de rédaction. L'éditorialiste écrit : Quand **Le Nord** vint au monde, il y a deux ans, on se proposa surtout l'avantage de la population rurale du District de Terrebonne. Le Nord a décidé de disparaître tout en souhaitant qu'un jour un autre journal occupe la place et se consacre « surtout aux townships voisins occupés par des Canadiens français ».

L'Écho des Deux-Montagnes

1864-1866

Ste Scholastique

Un premier Écho des Deux-Montagnes

Près de cinq mois après le sabordage du Nord apparut un premier **Écho des Deux-Montagnes**, le 27 septembre 1866. Sa devise ou son slogan en disait long sur ses objectifs : Le progrès, c'est la bénédiction de Dieu sur nos travaux. Son directeur, l'avocat J.-R. Danis, écrit en première page : Nous offrons aujourd'hui aux lecteurs et particulièrement aux lecteurs de ce district **L'Écho des Deux-Montagnes**, qui s'occupera, suivant le temps et l'espace convenables, de politique, d'agriculture, de colonisation, d'affaires industrielles, commerciales, municipales, scolaires et judiciaires, etc.

Quelques grands principes guideront ses actions : la foi catholique qui sauve et civilise, le respect du droit et de la justice et le principe de l'autorité, donc : la religion, le droit et la justice. Nous repoussons de toute notre âme et de toutes nos forces l'annexion aux États-Unis et nous tâcherons de tirer le meilleur parti possible de la Confédération, ayant la garantie qu'au moins avec elle le Bas-Canada aura la sauvegarde et le contrôle de ses intérêts les plus chers.

Six mois plus tard, à peine né, le journal disparaissait, le 14 mars 1867, sans aucun avis ni aucun éditorial expliquant cette décision. Par contre, trois longs articles étaient consacrés au « vin que l'on boit dans les cabarets », au « pain à un sou la livre » et à « la pomme de terre employée à la nourriture de l'homme ». Ce n'était peut-être pas avec de pareils titres qu'on pouvait attirer des lecteurs et les retenir. Il faudra attendre presque un quart de siècle pour que renaisse un second **Écho des Deux-Montagnes**, aussi rouge celui-là que le premier était bleu.

The Wachtman

1877-1935

Lachute

Lachute publie plusieurs hebdomadaires d'une longévité appréciable, le **Wachtman**.

Une autre feuille conservatrice voit le jour en 1894, le **Lachute News and Argenteuil County Advocate**, du groupe d'Edgar R Smith de St-Jean

Argenteuil county news en 1896

Peu d'information sur ces Journaux...

Les journaux illustrés et la faveur du grand public

D'importantes innovations technologiques et journalistiques auront un impact déterminant sur la façon de faire de la presse écrite au Québec de la fin du XIXe siècle à nos jours. La très grande qualité des illustrations fera rapidement la réputation des journaux de Desbarats. Pour cela, l'éditeur a pu compter sur l'inventivité d'un précieux collaborateur, le graveur William Leggo. En 1865, les deux hommes déposent un brevet pour un procédé d'impression photomécanique des dessins et des gravures.

Quelques années plus tard, Leggo met au point le principe de la photographie grenée qui permet de transférer une photographie sur un support métallique, produisant un cliché pouvant être reporté sur une presse typographique.



Procédé de reproduction unique au monde, la première photographie grenée paraît dans le **Canadian Illustrated News** en 1871. La très grande popularité des journaux illustrés donnera naissance à un modèle de presse concurrente, le grand quotidien d'information.

Inspiré du journalisme sensationnaliste à l'américaine, les premiers grands quotidiens d'information apparaissent à la fin des années 1860 pour se multiplier par la suite. Au tournant du XXe siècle, quelques grands titres dominent : le **Montreal Daily Star** (1869-1979), **La Patrie** (1879-1978), **La Presse** (1884) et **Le Soleil** (1896).

Ces publications ont en commun un contenu rédactionnel axé sur les faits divers, la nouvelle locale, les feuilletons littéraires, de nombreuses illustrations et publicités. Avec le temps, leur mise en page devient plus aérée et plus attrayante, tandis que des sections

spécialisées font leur apparition : chroniques mondaines, vie féminine, sports, coin des enfants, courrier des lecteurs, etc. Ce nouveau type de presse, devenue une entreprise rentable en raison de la croissance des revenus publicitaires, devient le modèle de référence du journalisme écrit tout au long du XXe siècle, et subsiste encore de nos jours.

Sébastien Couvrette
Historien, Université Laval

Canadian Illustrated News

1869-1883

Montréal

Le **Canadian Illustrated News** était un magazine canadien illustré.

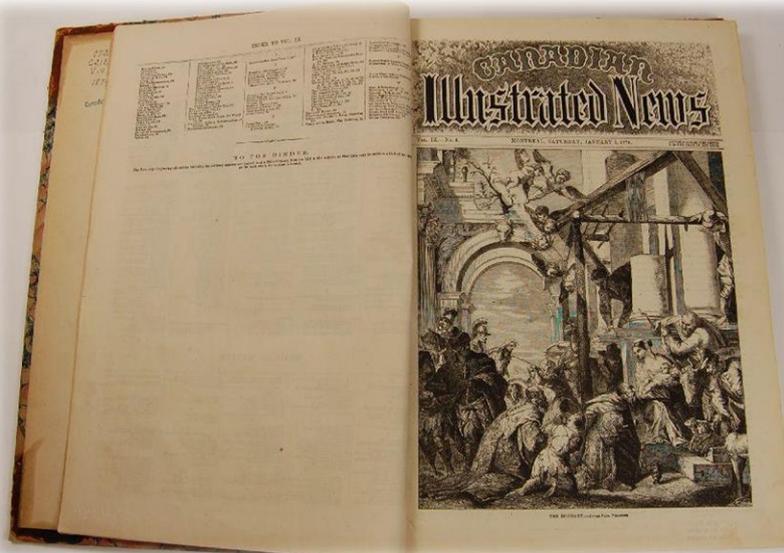
La vie du périodique

Hebdomadaire de langue anglaise, il a été publié à Montréal du 30 octobre 1869 au 29 décembre 1883 par George-Édouard Desbarats.

Le Canadian Illustrated News a été le premier magazine au monde à faire semaine après semaine de bonnes reproductions de photographies. Le procédé utilisé était la similitravure, plus exactement la « leggotypie », inventée par **William Leggo**, qui permettait d'obtenir une gravure en demi-teintes à partir d'une photographie.

Pour sa part, Desbarats, qui finançait l'opération, pensait que l'image était « la manière la plus directe et la plus sûre d'atteindre l'esprit ». Quelque 15 000 illustrations ont été publiées durant les 14 années d'existence du magazine.

Le magazine cessa de paraître parce qu'il n'était pas rentable.



Le député fédéral Fabien Vanasse a été l'un des journalistes de ce périodique.

Ce magazine avait un pendant en langue française, **L'Opinion publique**, aussi publié par Desbarats qui reprenait certaines de ses illustrations et parfois même de ses articles.

Le Nord

1878-1901

St-Jérôme

Le Nord Publié à Saint-Jérôme, Le Nord reflétait l'attachement de ses propriétaires à l'Église catholique et au Parti conservateur

Des journaux de toutes natures foisonnent au XIXe siècle en Occident. Ils deviennent rapidement des instruments politiques au service d'idéologies, voire d'une partisanerie nettement avouée. À l'époque, on ne semble pas connaître la «rectitude politique».

La disparition de Le Nord de Sainte-Scholastique avait laissé un vide que comblera en 1878 celui de Saint-Jérôme, l'œuvre du notaire, J.A. Hervieux. D'entrée de jeu, la feuille jérômiennaise proclamera son attachement au Parti conservateur, celui qui avait préservé l'autonomie politique de la province de Québec en 1867 sous le leadership de Georges Étienne Cartier. Et pourtant, il se dit sans partisanerie sauf qu'il préconise un régime à parti unique afin d'éviter les divisions inutiles entre rivaux politiques.



Le gouvernement du moment, celui du Parti conservateur tant à Ottawa qu'à Québec, a, non seulement, préservé l'autonomie politique québécoise, mais avec l'adoption du protectionnisme, il a sorti le Canada de la crise économique qui durait depuis 1873, clame le nouveau journal. Pourtant Hervieux jure que son journal est indépendant et libéral, ce qui, dans l'esprit du rédacteur, signifie que son journal entend garder sa liberté d'action et rien d'autre.

Plus encore, Le Nord se veut intéressé prioritairement par la chose publique et vouloir parler au nom de la classe agricole et ouvrière. Comme d'autres, à cette époque, il laissera dans ses colonnes, bien en vue, de l'espace au mouvement de colonisation.

Si ce journal entend se préoccuper en priorité des affaires régionales et locales, il ne sera pas indifférent aux événements de notre monde et pour ce, se nourrira à la substance des grands journaux quotidiens, surtout ceux de Montréal et de Québec.

Enfin, le notaire Hervieux n'hésitera pas à publier, écrit-il dans les pages de son journal, des textes littéraires pourvu qu'ils soient d'une grande valeur en termes d'écriture et, on peut le penser, d'une grande moralité. Toutefois, peu de journaux de l'époque peuvent éviter toute partisanerie dans leurs prises de position. Est-ce la difficulté de maintenir son objectif d'indépendance politique qui explique la vente du journal par Hervieux à la famille Nantel, en 1881 ou quelque encore problème financier? Quelle qu'en soit la cause, la famille Nantel n'avait pas l'intention de pratiquer dans les pages de son journal une quelconque neutralité politique...

Serge Laurin
Topolocal

La Patrie

1879-1978

Montréal

La Patrie est un journal québécois publié de 1879 à 1978, quotidien jusqu'en 1957 puis hebdomadaire.

La Patrie a été durant cent ans l'un des journaux à grande diffusion du Québec.

Histoire

La Patrie est fondé à Montréal en février 1879 par l'écrivain, journaliste et homme politique Honoré Beaugrand (1848-1906), avec la collaboration de membres influents du Parti libéral. Il prend le relais du National, organe lancé pour lutter contre le Parti conservateur. Se présentant comme héritier du Parti rouge, le nouveau quotidien est créé pour défendre la cause libérale dans la région de Montréal en plus de souscrire à l'anticléricalisme. Honoré Beaugrand en est le propriétaire et le directeur alors que la

rédaction est assumée initialement par Beaugrand et par Ernest Tremblay. Le journal ne vient que de naître alors qu'un scandale politique secoue la province : à la suite d'un différend politique, le lieutenant-gouverneur Luc Letellier de Saint-Just renvoie tous les ministres du cabinet conservateur de Boucherville. **La Patrie** saisit l'occasion pour se positionner derrière Saint-Just et, après sa destitution, se servira de cette affaire pour démontrer l'ingérence du Canada dans les affaires du Québec.



Le premier numéro paraît le lundi 24 février 1879. il se vend au prix d'un cent l'exemplaire et l'abonnement annuel est de quatre dollars. Le prix quotidien reste inchangé pendant quarante ans puis augmente à deux cents le 4 août 1919. Le journal avait un tirage de 5000 exemplaires à l'origine, atteint 27 000 exemplaires en 1901, 30 000 en 1933 et près de 200 000 en 1962. **La Patrie** proposait également des Romans-feuilleton.

Le 4 février 1897, La Patrie est acheté par Israël Tarte, ministre dans le gouvernement libéral de Wilfrid Laurier, avec des fonds fournis par le Parti libéral et par l'homme d'affaires John Naismith Greenshields. Tarte en confie la propriété et la direction à ses deux fils, Louis-Joseph et Eugène. En 1903, Tarte contacte Albéric Bourgeois, qui travaillait au Boston Post depuis 1902 à concevoir des bandes dessinées, pour faire de même dans La Patrie : il y conçoit Les Aventures de Thimotée, considérées comme la **première bande dessinée francophone de l'histoire**, et qui paraît à partir du 30 janvier 1904.

En 1925, il est acheté par le groupe Webster, Lespérance et Fortier, qui en fait un journal conservateur. En 1933, le journal La Presse devient propriétaire de **La Patrie**.

En 1957, **La Patrie** cesse d'être un quotidien pour devenir un hebdomadaire publié le dimanche. Il ferme définitivement ses portes en 1978 en raison de difficultés financières.

La Presse

1884

Montréal

Le journal **La Presse** est fondé à Montréal, en 1884, par William-Edmond Blumhart avec le soutien de la famille Wurtele et de ses associés. Ses fondateurs sont des conservateurs insatisfaits du gouvernement fédéral de John Alexander Macdonald et de l'appui qu'il reçoit du journal *Le Monde*, dirigé par Hector-Louis Langevin. Les premières années de **La Presse** sont difficiles et le quotidien n'arrive pas à atteindre la rentabilité. Criblés de dettes, ses propriétaires doivent le vendre à Trefflé Berthiaume en 1889.

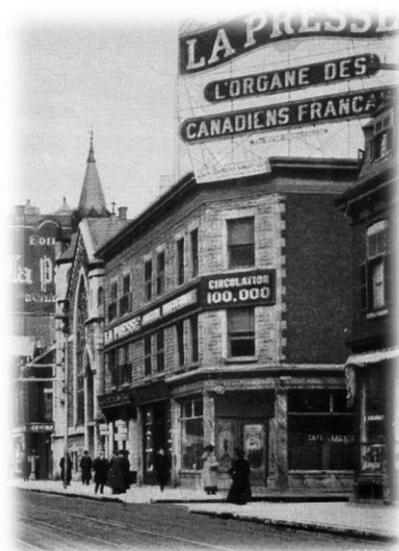
Avec Berthiaume, le journal devient lucratif et prend une tendance libérale. Le nouveau propriétaire utilise des procédés journalistiques modernes et emploie des journalistes qui popularisent **La Presse** dans le monde ouvrier. Les plus connus sont Jules Helbronner et Joseph-Alphonse Rodier. En 1896, le journal est tiré à 14 000 exemplaires. En 1904, Berthiaume vend **La Presse** à David Russel. Cette aventure est de courte durée et avec l'aide de Wilfrid Laurier, Berthiaume rachète le quotidien deux ans plus tard. À sa mort, en 1913, Berthiaume lègue le journal à ses enfants.

Ses trois fils occupent diverses fonctions : l'aîné, Arthur, préside la compagnie et dirige les finances et l'administration alors qu'Eugène s'occupe de la rédaction et Édouard de l'équipement. Pamphile Du Tremblay, gendre de Trefflé Berthiaume, devient à son tour président de *La Presse* en 1932.

Le 3 mai 1922, on annonçait avoir installé dans ses bureaux le plus puissant poste de radiotéléphonie d'Amérique. La station de radio **CKAC** est créée le 2 octobre suivant et en 1933, le journal rachète **la Patrie**.

Lors de la grève de 1958, la direction fait appel à Jean-Louis Gagnon qui contribue à rajeunir l'image du journal. Gagnon emploie des reporters et des éditorialistes vedettes auxquels les lecteurs peuvent s'identifier. Il a aussi des ambitions à l'échelle provinciale pour le quotidien. Ses idées s'avèrent cependant trop coûteuses et il doit laisser sa place en 1961. Un an plus tard, Gérard Pelletier s'installe à la barre du journal. Victime de la grève de 1964, il est congédié en 1965.

Deux ans plus tard, *La Presse* est vendue à la Corporation de valeurs Trans-Canada (Power Corporation du Canada), propriété de Paul Desmarais. En 1971, un nouveau conflit de travail éclate, aussi violent que celui de 1964. Il mène, en 1972, à la nomination de Roger Lemelin à titre d'éditeur-président. Ce dernier donne une nouvelle orientation idéologique au journal qui favorise le respect de la liberté humaine, l'appui des systèmes démocratiques, la liberté d'entreprise et l'intervention limitée de l'État. Pour Lemelin, *La Presse* doit être indépendante de tout parti politique et ses journalistes doivent se montrer objectifs et viser l'excellence.



L'écho des Deux-Montagnes

1890-1892

Ste Scholastique

Un journal libéral et polisson

À Sainte-Scholastique, l'hiver avait commencé bien calmement en cette année 1890. L'événement dont on parlait dans tout le comté et dans plusieurs paroisses du district de Saint-Jérôme, c'était la parution d'un nouveau journal rédigé et publié à Sainte-Scholastique, **L'Écho des Deux-Montagnes**. On pouvait s'y abonner pour une piastre seulement. Le premier numéro de cet hebdomadaire régional portait la date du 6 novembre 1890. Ses deux propriétaires-rédacteurs, comme ils se définissaient eux-mêmes, étaient de Sainte-Scholastique. Ce journal était fortement teinté de « rouge » puisqu'il n'hésitait pas à se présenter comme « l'organe du Parti libéral dans le district de Terrebonne ».



L'Écho des Deux-Montagnes visait à combler un vide dans le monde politique local et régional. Il voulait être le contrepoids du Nord, l'hebdomadaire conservateur publié à Saint-Jérôme par la famille Nantel. Quand il disparut, en 1895, il était devenu *La Liberté*. Deux ans plus tard, en 1897, naîtra à Saint-Jérôme **L'Avenir du Nord**, intimement associé à la famille Prévost, et qui se réclamera de l'esprit du chef patriote Jean-Olivier Chénier et du curé Antoine Labelle. Pour assurer la survie de ce nouveau journal, on comptait beaucoup sur l'assistance financière de tous « les bons partisans ».

Comme bien d'autres garçons de la région à cette époque, le jeune Langlois vrai fondateur de **L'Écho** entreprit ses études classiques au séminaire de Sainte-Thérèse et les termina au collège de Saint-Laurent avant d'entamer ses études de droit à l'Université Laval où il fut reçu avocat en 1886, à l'âge de 20 ans seulement, devenant ainsi l'un des plus jeunes avocats de sa génération.

C'est comme journaliste qu'il se fit connaître, beaucoup plus que par ses talents d'avocat. Il collabora au *Clairon*, mais c'est surtout comme directeur de **L'Écho des Deux-Montagnes** qu'il se fit remarquer. Dans cette entreprise, il avait choisi pour associé Me J.-Dominique Leduc. MM. Langlois et Leduc étaient en réalité les deux seuls journalistes et chroniqueurs à écrire dans **L'Écho**.

Pour arriver à leurs fins, ils utilisaient divers noms de plume. Ils étaient davantage pamphlétaires que journalistes. Ils ne détestaient pas la polémique et avaient un goût prononcé pour les petits scandales politiques locaux et régionaux. Dès les premiers numéros, les lettres de félicitations et les messages

d'encouragement arrivèrent nombreux au bureau de Sainte-Scholastique. Les libéraux les plus convaincus et les plus endurcis comparaient ce journal à un nouveau lutteur descendant dans l'arène. Bien entendu, ce nouvel étendard libéral aimait bien l'affrontement. Était bon tout ce qui était rouge, était voué aux enfers tout ce qui était bleu.

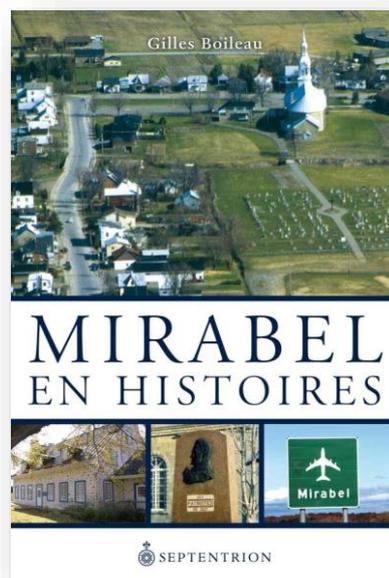
La querelle avec l'archevêque de Montréal

Plus les attaques du journal se faisaient fréquentes, plus la patience de l'archevêque s'effritait, si bien que le 11 novembre 1892 le couperet tomba sur L'Écho qui se voyait interdit de diffusion et de lecture. Pour échapper aux foudres des autorités religieuses qui ne prisait guère l'esprit progressiste des rédacteurs de L'Écho et leur anticléricalisme exacerbé, Langlois changea le nom de son journal qui fut dorénavant connu comme **La Liberté**. Le 11 novembre, Mgr Fabre justifie sa décision dans une lettre qu'il adresse aux journaux pour communication au grand public et surtout aux lecteurs des feuilles concernées :

Le Canada Revue et L'Écho des Deux-Montagnes, et nous défendons, jusqu'à nouvel ordre, à tous les fidèles, sous peine de refus des Sacrements, d'imprimer, de mettre ou de conserver en dépôt, de vendre, de distribuer, de lire, de recevoir ou de garder en sa possession ces deux feuilles dangereuses et malsaines, d'y collaborer et de les encourager d'une manière quelconque. Sera la présente circulaire lue et publiée au prône des églises paroissiales et autres où se fait l'office public, le premier dimanche après sa réception.



Source : Mirabel en Histoires de Gilles Boileau



La Liberté

1892-1895

Sainte Scholastique

Godfroy Langlois était encore employé à **la Patrie** lorsque, le 6 novembre, il lança **l'Écho des Deux Montagnes** à Sainte Scholastique avec l'avocat Joseph Dominique Leduc. Sa conception audacieuse du libéralisme s'épanouit dans cet hebdomadaire, où il définit plus nettement son " radicalisme " en abordant des sujets tels l'annexionnisme, la réforme scolaire, la politique et les abus du clergé. L'archevêque de Montréal, Édouard-Charles Fabre, réagit à son hostilité croissante en bannissant **l'Écho** le 11 novembre 1892.

Deux semaines plus tard, Langlois, obstiné, fonda à Sainte Scholastique un nouveau journal, **la Liberté**, en tous points semblable à **l'Écho** : même maquette, même nombre de pages, mêmes commanditaires, mêmes signatures. La réforme de l'instruction, une de ses priorités tout au long de sa carrière, acquit une importance prépondérante dans **la Liberté**. " Il faut éclairer les masses, écrivait-il, les tenir au courant du progrès et les outiller pour la concurrence. "



Langlois continua de travailler à **la Patrie** jusqu'en décembre 1893, puis accepta le poste de rédacteur en chef adjoint au **Monde** de Montréal. Un groupe d'hommes d'affaires avaient acheté ce quotidien de tradition ultramontaine en vue d'en modifier l'orientation. Sous cette nouvelle administration, les commentaires éditoriaux se firent rares et modérés, ce qui ne correspondait guère au style de Langlois, mais l'expérience administrative qu'il acquit au **Monde** lui fut utile.

La Liberté parut pour la dernière fois le 24 octobre 1895. Le lendemain, Beaugrand annonça la nomination de Langlois au poste de directeur de la rédaction à **la Patrie**. Félix Gabriel Marchand, chef de l'opposition libérale à Québec, accueillit la nouvelle avec colère. Le chef des libéraux fédéraux, **Wilfrid Laurier**, d'autant plus inquiet de la montée du radicalisme que les élections approchaient, exprima lui aussi un vif mécontentement. Toutefois, Beaugrand tint bon et Langlois resta en poste.

Godfroy Langlois fut l'un des journalistes les plus importants de sa génération et l'un des penseurs les plus progressistes du Parti libéral au Québec. Il prôna l'avènement d'une démocratie ouverte aux idées nouvelles et travailla dans ce but. Sa campagne pour la réforme de l'administration municipale et de l'éducation et sa lutte contre les trusts hydroélectriques le plaçaient à l'avant-garde d'un groupe peu nombreux mais influent de militants qui avaient la conviction que seule l'intervention vigoureuse de l'État dans les secteurs clés garantirait l'avenir de la province de Québec.

Biographie – LANGLOIS, GODFROY
Dictionnaire biographique du Canada

Avenir du Nord

1897-1969

Sainte Scholastique

L'Écho des Deux-Montagnes visait à combler un vide dans le monde politique local et régional. Il voulait être le contrepoids **du Nord**, l'hebdomadaire conservateur publié à Saint-Jérôme par la famille Nantel. Quand il disparut, en 1895, il était devenu **La Liberté**. Deux ans plus tard, en 1897, naîtra à Saint-Jérôme **L'Avenir du Nord**, intimement associé à la famille Prévost, et qui se réclamera de l'esprit du chef patriote Jean-Olivier Chénier et du curé Antoine Labelle



L'Avenir du Nord est un journal hebdomadaire d'allégeance libérale publié à Saint Jérôme de 1897 à 1969. Il est avant tout l'œuvre du journaliste et politicien **Jules Édouard Prévost**, qui aura œuvré au journal pendant 45 ans.

Les activités soutenues de militant de Prévost dans les partis politiques libéraux provincial et fédéral n'empêchent pas le journal de présenter de façon globale l'actualité locale, régionale, nationale et internationale. L'agriculture, la colonisation, les transports et l'économie régionale sont des thèmes qui y sont régulièrement traités.

On y trouve de nombreux textes littéraires, dont ceux de Claude Henri Grignon (sous les pseudonymes de Claude Bâcle et Valdombre), du frère Marie Victorin, du poète Louis Dantin et des romanciers Robert Choquette et Adolphe Nantel.



L'Ami du Colon devenu Le Pionnier

1906-1912

Nominingue

Le village de Nominingue possédait son imprimerie et son journal "**L'Ami du Colon**" qui deviendra **Le Pionnier**. Un jeune typographe de 19 ans, Adolphe Ardouin, y travaillait.

L'Ami du Colon: Organe de la Coopérative des Colons du Nord, il est le premier journal à voir le jour dans la région des Hautes-Laurentides, à Nominingue exactement. Il fut fondé par plusieurs actionnaires dont Alexis Hénuset, venu de Belgique.

Il est devenu **Le Pionnier**, le 4 juin 1907, et était imprimé par J. Adolphe Ardouin.
Publié par la Coopérative de publication des Laurentides ltée.

La dernière parution que nous avons est le 1er février 1912 mais rien dans cette dernière édition n'indique que le journal cesse ses activités.

De juin 1906 à février 1912.

Quoique nous ayons la version papier, seul la consultation sur CD est permise, vu l'état et l'âge des exemplaires.

Source



**La Société d'histoire
et de généalogie
des Hautes-Laurentides**

Le Devoir

1910

Montréal



Le Devoir est un quotidien d'information publié à Montréal, au Québec (Canada). Il a été fondé le 10 janvier 1910 par Henri Bourassa. Sa première devise a été « Fais ce que dois ».

Henri Bourassa a quitté le Parti libéral du Canada en 1899 après s'être opposé à la décision du premier ministre Wilfrid Laurier de participer à la Seconde Guerre des Boers aux côtés de la Grande-Bretagne. Il fonde Le Devoir comme atout pour le nationalisme québécois, en réaction contre les lois et les mesures prises en Amérique du Nord contre le français.

Quelques années après son ouverture, les ventes du Devoir sont souvent tributaires des états d'âme de son fondateur et des controverses qu'il suscite. Au début 1913, le journal a accumulé une dette de 40 000 \$ et se réorganise. Une

nouvelle compagnie, L'Imprimerie populaire limitée est constituée le 6 février 1913.



La une de 1910 (PDF)

La une de 1958 (PDF)

La une de 1976 (PDF)

CHRONOLOGIE DE L'HISTOIRE DU DEVOIR

1892 Henri Bourassa achète **L'Interprète**, journal fondé en 1886 à Alfred, en Ontario, et voué à la défense des droits des Franco-Ontariens. Sa devise est: «Fais bien et laisse dire.» Il le vend en 1894.

10 janvier 1910 Parution du premier numéro du Devoir, qui va prendre sa place sur le marché comme journal de l'après-midi. Tirage initial: 30 000 exemplaires. Au cours de l'année, le tirage se maintiendra autour de 12 000 exemplaires. Prix: **1 ¢**.

4 mars 1996 Le Devoir coûte désormais **1 \$**, taxes comprises.

26 juin 1997 Inauguration du site Internet ledevoir.com. Le site fera l'objet de cinq refontes majeures au fil des ans. La version actuelle apparaît en ligne le 17 novembre 2009.

Écho de Terrebonne

1917-1921

Terrebonne



Entre les deux guerres la région se donnera plusieurs de ses publications populaires desservant le territoire des milles îles et la Lièvre. La ville de Terrebonne aura du notaire Jasmin un journal indépendant où se côtoient des nouvelles locales et d'éditoriaux sur des questions mondiales tel que la révolution russe.

Le journal disparu lors du départ de son directeur pour Paris.

Le Petit Journal

1926-1978

Montréal



Le Petit Journal était un hebdomadaire populaire publié à Montréal entre 1926 et 1978.

Le Petit Journal est fondé par les frères Roger (1896 - 1972) et Roland Maillet (1897 - 1960) Le journal, de format tabloïd et offrant de nombreuses illustrations, vise un public populaire et se veut indépendant des partis politiques.

Le 26 octobre 1926, «**Le Matin**» deviendra «**Le Petit Journal**», un journal populiste qui se démarque par ses photographies, ses bandes dessinées, sa couverture des sports et des faits divers.

«**Le Petit Journal**» passera aux mains de Jean-Louis Lévesque le 3 juin 1964, par l'entremise de la Corporation des valeurs Trans-Canada. Éprouvé par le développement du commerce des hebdomadaires artistiques et par une formule que plusieurs considèrent désuète,

«**Le Petit Journal**» sera publié pour la dernière fois en 1978.

Au cours de son demi-siècle d'existence, il a permis à plusieurs jeunes journalistes québécois de faire leurs premières armes.

Le journaliste et polémiste Jean-Charles Harvey collaborera fréquemment au **Petit Journal**, dont il sera un temps directeur de publication. Parmi les personnalités ayant commencé leur carrière au **Petit Journal**, on compte l'auteure Janette Bertrand, l'animateur et éditeur Alain Stanké, la romancière Andrée Maillet, la chroniqueuse politique Lysiane Gagnon et l'animateur René Homier-Roy.

Montréal-Matin

1930-1978

Montréal

«**L'Illustration**», un journal fondé au début des années 30, passe aux mains de Jacques N.-Cartier et devient le «**Montréal-Matin**». Il a été le premier quotidien de format tabloïd au Québec. La grande nouveauté, comme le nom de la parution l'indique, est que ce journal comprend des illustrations, tout comme son homonyme de France.

Pendant quelques années, le «**Montréal-Matin**» reste à l'écart des partis politiques. En 1947, il passe cependant sous le contrôle de l'Union nationale (UN). Son important tirage (environ 150 000 copies quotidiennement en 1965) constitue une intéressante source de revenus et d'influence pour l'UN qui y restera associé jusque dans les années 60. La défaite de Jean-Jacques Bertrand en 1970, et la vente du journal, en 1971, confirmera la rupture entre le «**Montréal-Matin**» et la formation unioniste. En 1973, le quotidien montréalais passera sous le contrôle de «**La Presse**

MONTREAL-MATIN
MARCHÉ 25¢ ÉTATS-UNIS 25¢ LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS DU MATIN EN AMÉRIQUE
88 pages VOL. XII — No 160 — MONTRÉAL, SAMEDI 11 DÉCEMBRE 1971 AVERSES, DOUX DERNIÈRE ÉDITION

La catastrophe du métro

DES DÉGÂTS DE \$10 MILLIONS

On aperçoit ci-haut l'intérieur calciné du premier wagon qu'on a réussi à atteindre vers 8 heures, hier soir, soit près de 21 heures après l'accident qui a causé la mort tragique de l'un des opérateurs de la rame de métro qui a embouti une seconde rame, stationnée dans l'arrière-gare de la station Henri-Bourassa. Une trentaine de pompiers ont été incommodés par la fumée et des gaz toxiques qui s'échappaient du tunnel.
(Photo Armstrong — MM)

- La victime a crié au secours pendant 20 MINUTES
- Les quatre rames ont brûlé pendant 19 HEURES

Mais près d'un demi-siècle plus tard, voilà que le vice-président du quotidien, Fernand Roy, annonce sa fermeture. Les quelque 90 000 lecteurs, mais aussi les journalistes, tous les employés et les annonceurs, sont pris par surprise. Présent édition métropolitaine fait le point avec Fernand Roy et des représentants syndicaux.

Ce journal, dont la devise était *Par le peuple et pour le peuple*, a connu une histoire cahoteuse, sur laquelle les problèmes financiers ont toujours plané. Mais à partir des années 1960, le quotidien doit faire face à un nouveau compétiteur de taille. Le 15 juin 1964, l'homme d'affaires Pierre Péladeau lançait un autre quotidien tabloïd, **Le Journal de Montréal**.

Le marché montréalais comprend également deux autres quotidiens de langue française, **Le Devoir**

et **La Presse**.

En 1973, **La Presse**, propriété de Power Corporation, rachète le **Matin** pour environ 5 millions de dollars. Rapidement, tous les employés du **Matin** sont transférés rue Saint-Jacques, dans les locaux attenants à **La Presse**. Si les deux salles de rédaction restent autonomes, de nombreux services, dont l'impression, sont partagés.

La grève déclenchée par les employés de **La Presse** paralyse le **Montréal-Matin** pendant sept mois, d'octobre 1977 à avril 1978. Lors de ce conflit à **La Presse**, les employés du **Montréal-Matin** se trouvent, en quelque sorte, sans possibilité de faire leur travail. Cet épisode signe la mort du **Montréal-Matin**.

Tribune d'Argenteuil

Journal francophone de Lachute dont le tirage fut de 1 250 exemplaires en 1940.

1931-1943

Le Journal de Mont-Laurier

Première parution le 2 septembre 1932, il était l'organe dévoué aux intérêts du comté de Labelle. Sa devise était "Dieu et Patrie". Édité et publié à Mont-Laurier, sa dernière parution a eu lieu le 31 décembre 1932, suite à des circonstances "incontrôlables" mystérieuses.

De septembre à décembre 1932

La Voix du Nord

Paraît peu après, avec comme propriétaires le Dr Albiny Paquette et l'avocat Maurice Lalonde, tous deux de Mont-Laurier. La première édition du journal est le 4 février 1933, publiée par la " Voix du Nord enregistrée ", à Mont-Laurier. Le Dr Paquette et Maurice Lalonde étant tous deux intéressés par une carrière politique, ils décident de publier un journal qui pourrait servir leur carrière respective. Une divergence d'allégeance politique entraîne le départ du Dr Paquette du journal. L'avocat Lalonde demeure seul propriétaire du journal. Le journal aurait cessé ses activités dans les années 50 lorsque Maurice Lalonde quitte la région pour Outremont.

De 1932 à 1937 et de 1939-1940

Écho du nord

1935-2015

St-Jérôme



L'Écho du Nord est le troisième journal historique, en date, de Saint-Jérôme et de la région des Laurentides. Sa naissance est mêlée de près aux vicissitudes connues par L'Avenir du Nord, ce journal rouge dirigé d'une main ferme par le sénateur Jules Édouard Prévost durant quelques décennies.

Des problèmes financiers forcèrent la direction de L'Avenir du Nord à vendre son journal en 1927. La Compagnie de publication de Saint Jérôme en faisait l'acquisition. Mais rapidement, la bisbille s'installe entre les nouveaux actionnaires et le directeur du journal.

Certes, la Compagnie était propriétaire de l'hebdomadaire rouge, mais Prévost a gardé la main haute sur toute la publicité qu'on y trouve. Aussi, ce dernier en gardera-t-il la direction pratiquement jusqu'à la fin de ses jours en 1943.

Trop partisan

La Compagnie de publication de Saint Jérôme reprochait à son directeur ses dépenses excessives pour le journal et sa partisanerie politique sans compromis. Certes, Jules Édouard Prévost pouvait être un éditorialiste et un chroniqueur de grande

qualité. Plusieurs des combats qu'il a menés méritent mention dont son épuisante lutte pour obtenir l'adoption d'une loi instaurant l'instruction publique obligatoire. Il n'en demeure pas moins que l'homme politique en lui perdait souvent le sens de la mesure dans ses attaques contre les bleus. Il pouvait devenir mesquin dans ses diatribes contre ses adversaires politiques et aller jusqu'au dénigrement personnel, ce qui est convenu d'appeler «l'attaque ad hominem».

Questions locales et vie municipale

La Compagnie de publication de Saint-Jérôme, après quelques années de lutte stériles pour faire plier le sénateur, décida en 1935 de donner à L'Avenir du Nord un concurrent qu'elle baptisera L'Écho du Nord. Désormais, ce nouveau journal s'intéresserait aux questions locales et régionales, en mettant l'accent sur la vie municipale. Les dirigeants de L'Écho du Nord voulaient tourner la page sur un passé journalistique révolu. : «Le journal donnera crédit aussi bien à l'un qu'à l'autre parti politique des mesures qu'il croira honnêtement être bonnes et d'intérêt public». (4 octobre 1935, p-1)

Finis l'esprit de parti. Finie l'obsession rouge bleu.

Prévost avala cette parution d'un concurrent comme on avale un os. Dès lors, il ne cessera de lui faire une guerre acharnée, armé d'un vocabulaire corrosif. Malgré cette opposition farouche, L'Écho du Nord fit son chemin dans tous les foyers de la région. Il atteignait les 2 700 exemplaires en 1940.



Serge Laurin
Topolocal

LISTE DES MÉDIAS

liés aux Laurentides 2^e partie

1937-2010

1937-	Voix des milles îles	Ste-Thérèse
1939-1971	Le Flambeau	Mont-Laurier
1944-1964	Écho des Laurentides	Ste Agathe
1948-1958	La Victoire des Deux-Montagnes	St-Eustache
1949-1969	Courrier de Terrebonne	Terrebonne
1950-1980	La vallée de la Diable	St Jovite
1952-1969	L'Argenteuil	Lachute
1952-2014	L'Écho de la Lièvre	Mont-Laurier
1954-1985	Dimanche-Matin	Montréal
1959-1964	Le sommet	Ste Agathe
1959-	Revue de Terrebonne	Terrebonne
1961-1967	L'Élan	Mont-Laurier
1962-1965	L'action des Deux-Montagnes	St-Eustache
1964-	Journal de Montréal	Montréal
1967-	Le journal des pays d'en haut	Ste Adèle
1967-	Progrès	Ste-Thérèse
1972-	Nord hebdo	Mont-Laurier
1973-1974	Progrès-Laurentides	Mont-Laurier
1974-	Mirabel	Ste-Thérèse
1975-	North Shore gazette	Deux-Montagnes
2009-	Le Courant des Hautes-Laurentides	Mont-Laurier

Voix des milles îles

1937

Ste Thérèse

Il fut le premier hebdo de Ste Thérèse.
Il fut créé par Lionel Bertrand un politicien libéral.
Le journal existe encore..



Le Flambeau

1940-1971

Mont-Laurier

Après son départ de la **Voix du Nord**, Dr Paquette lance le journal **Le Flambeau**, en septembre 1939. Il s'occupe lui-même de la rédaction, de l'administration, de l'impression, de la correction des épreuves et de l'expédition. A cause de ses nombreuses fonctions politiques (notamment comme ministre de la Santé), il cède son journal à son fils Gilbert. Le journal ferme ses portes en 1971 lorsqu'il est acheté par le groupe d'affaires propriétaires de **l'Écho de la Lièvre** qui le ferment aussitôt.

De 1940 à 1942, 1948, et de 1951 à 1971

Écho des Laurentides

1944-1964

Ste Agathe

Continué par **Le Sommet**

La Victoire des Deux-Montagnes

1948-1958

St-Eustache

Journal fondé par Paul Sauvé durant la campagne électorale de 1948



Courrier de Terrebonne

1949

Terrebonne

Après la fermeture de l'Écho de Terrebonne soit 28 ans d'absence, la petite ville de Terrebonne voit apparaître un journal mensuel dévoué aux intérêts des citoyens et gens d'affaires de Terrebonne. C'est ainsi que le courtier d'assurance Aimé Despatis lance le samedi 22 octobre 1949, sa première édition du journal Le Courrier de Terrebonne



La vallée de la Diable

1950-1980

Saint Jovite

L'Argenteuil

1952-1969

Lachute

Il semble qu'un autre Argenteuil soit présentement édité, depuis quand ?



L'Écho de la Lièvre

1952-2014

Saint Jovite

L'Écho de la Lièvre

Journal fondé le 13 septembre 1952 par le Docteur Gustave Roy, libéral, en réponse au journal Le Flambeau, d'allégeance conservatrice, alors qu'une lutte s'engage entre les deux journaux. En 1959, le Dr Roy cède son journal à Robert Bédard qui le vendra à un groupe de 7 hommes d'affaires six ans plus tard. En 1981, Québecor, le géant de l'information au Québec, se porte acquéreur du journal. Le 1er juin 2014, il cédera ses 74 journaux hebdomadaires, dont L'Écho de la Lièvre, à TC Média, qui y mettra fin quelques semaines plus tard (dernière édition le 3 septembre 2014).

Dimanche-Matin

1954-1985

Montréal

Hebdomadaire fondé à Montréal par Jacques G. Francoeur. Son premier numéro paraît le 24 janvier 1954. Né alors que **La Patrie** et **Le Petit-Journal** cessaient de paraître le dimanche, son tirage atteint 43 200 exemplaires en 1955, 287 700 en 1970, 237 800 en 1975, puis 112 000 en 1985. Incapable de soutenir la concurrence suscitée par les éditions du dimanche que **La Presse** et le **Journal de Montréal** viennent de lancer, Jacques G. Francoeur se résigne à en cesser la publication. Son dernier numéro paraît le 19 novembre 1985.



Le sommet

1959-1964

Ste Agathe

MARDI, DIMANCHE ET LUNDI

STE-AGATHE ACCUEILLE LE QUATRIÈME DÉFI STE-AGATHE

C'est samedi, dimanche et lundi que se tiendra la quatrième édition du Défi Ste-Agathe, une épreuve de rallye très intéressante comptant pour le championnat canadien des conducteurs. Une cinquantaine d'équipes seront sur place pour tenter de marquer les honneurs de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler une classique du sport automobile.

LES BIEN-ÊTRE

Les meilleurs pilotes en Amérique du Nord s'élanceront à Ste-Agathe en fin de semaine dans le championnat de l'Amérique du Nord. Ce sera un défi pour eux, mais ils n'auront toutefois pas la tâche facile. Quatre-vingt-cinq équipes participeront à l'événement. Les conducteurs les plus connus sont Bernard Frank et son équipe. Ils ont remporté le second et le premier rang au classement général.

LES BIEN-ÊTRE

Le représentant de Ste-Agathe doit absolument s'élever. Bédard s'il veut conserver ses chances de mettre la main sur le championnat. D'autres excellents conducteurs comme André Normandin, Nicole Ouellet, Bob Skar et son équipe seront aussi sur place. L'arrivée des conducteurs est prévue pour vendredi au Pavillon touristique de Ste-Agathe. Dès le lendemain, la compétition prendra son envol. C'est un coup de 12 heures d'essai à l'échelle nationale sera donné. La compétition se poursuivra jusqu'à dimanche soir. La remise des prix et le lancement de tous les niveaux de sensations fortes.

ÉQUIPE DE BIEN-ÊTRE

Fidèle à son habitude, l'organisation du Défi Ste-Agathe a été laissée entre les mains de bénévoles compétents. Le coordinateur Peter Hamel s'est entouré de collaborateurs dévoués de faire de l'événement un succès. Le Défi Ste-Agathe est une place de choix partout en Amérique du Nord. La qualité de son organisation est citée en exemple. Et c'est pour cette raison que les meilleurs pilotes viendront nous en nombre pour le week-end et dimanche.

NUCLEO OUELLET, CHAMPIONNE DU DÉFI EN 1982.

BERNARD FRANK ET SA VOITURE.

BFGoodrich

Rien ne sert de mourir; il faut courir à point.

PARTICIPATION

Revue de Terrebonne

1959

Terrebonne

La Revue de Terrebonne est un journal hebdomadaire fondé par Aimé Despatis à Terrebonne au Québec en mai 1959.

La Revue paraît le mercredi dans la MRC Les Moulins (région Lanaudière, Québec, Canada) et dessert les villes de Terrebonne et de Mascouche. Il emploie une trentaine d'employés et de collaborateurs.



L'Élan

1961-1967

Mont-Laurier

Ce journal était publié par la Société Saint-Jean-Baptiste de Mont-Laurier. La première édition du journal date du 1er novembre 1961 et, victime de difficultés financières, il sera fermé en 1967. Notre dernière édition date d'avril 1967. On ignore s'il y en a eu d'autres cette année-là.

L'action des Deux-Montagnes

1962-1965

St-Eustache



Journal de Montréal

1964

Montréal



Profitant d'un conflit de travail à La Presse, principal quotidien de Montréal du moment, l'homme d'affaires Pierre Péladeau lance un nouveau journal de format tabloïd. Le premier numéro est lancé en kiosque le 15 juin 1964. Bien que Péladeau mûrissait ce projet depuis plusieurs années, la première édition est montée en une fin de semaine.

Le journal des pays d'en haut

1967-2016

Ste Adèle

Le Journal des
Pays-d'en-Haut
La Vallée

Progrès

1967-?

Ste Thérèse

Nord hebdo

1972-?

Mont-Laurier

Progrès-Laurentides

1973-1974

Mont-Laurier

Le Mirabel

1974-2017

St-Jérôme

Le Mirabel

Le Nord

1996

St-Jérôme

De 2005 à aujourd'hui.

Mont-Tremblant

Ste-Agathe

Vallée de la Rouge

L'Information du Nord Mont-Tremblant

Le Courant des Hautes-Laurentides

Fondé le 2 décembre 2009

De 2009 à aujourd'hui. (L'Info de la Lièvre)

le COURANT
des Hautes-Laurentides

Radio

CKAC	1922-2011
Radio Canada	1936
CKVL	1946-1999
CJMS	1954-1994
CKJL de St Jérôme	1956-198
CIME FM de Ste Adèle	1976
CJSA de Sainte-Agathe	



L'arrivée de la télévision

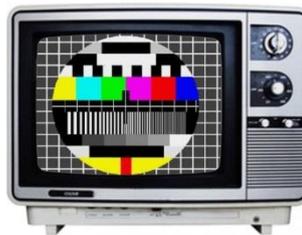
L'apparition de la télévision en 1952 ébranle les stations de radio. L'attrait de la nouveauté amène un auditoire important et bon nombre de publicitaires à délaisser la radio au profit de la télévision.

Les gens continuent à syntoniser la radio le matin, mais écoutent la télévision en soirée.

La radio devient alors plus musicale. «À ses débuts, la télévision a créé un engouement semblable à celui qu'avait suscité la radio au cours des années 30 ; elle était miracle, elle était magie, peut-on lire dans La radio à Québec 1920-1960. On crut alors qu'elle porterait un coup fatal à la radio.»

Télévision

Radio Canada	1952
Télé Métropole	1961
Radio Québec	1975



Les
communications
non écrites ont
aussi joué un rôle
important dans la
vie des habitants
des Laurentides

Médias écrits répertoire de 2011

Accès	Piedmont
Journal des citoyens	Prévost
Laurentides Express	Ste-Thérèse
Courrier	Sainte-Thérèse
Écho de la Rive Nord	Ste-Thérèse
La Voix des Mille-Îles	Ste-Thérèse
Nord info	Sainte-Thérèse
L'Éveil	St-Eustache
La Concorde	Saint-Eustache
L'écho de Saint-Eustache	Saint-Eustache
The North Shore News	Rosemère et Deux-Montagnes
Point d'Impact	Ste-Anne-des-Plaines
L'Écho du Nord	St-Jérôme
Le Nord	St-Jérôme
Le Mirabel	St-Jérôme
Le Régional	Lachute
L'Argenteuil	Lachute
Progrès-Watchman	Lachute
Tribune express	Lachute
Main Street	Lachute
Le Choix	Mont-Laurier
Écho de la Lièvre	Mont-Laurier
Le Courant	Mont-Laurier
Journal des Pays-d'en-Haut	St-Sauveur-des-Monts
La Vallée	Sainte-Adèle
L'information du Nord	Mont-Tremblant
	Ste-Agathe
	Vallée de la Rouge
Point de vue Ste-Agathe	Ste-Agathe-des-Monts
Tremblant express	Mont-Tremblant

Médias écrits répertoire de 2024

Accès Nordy

Accès	Piedmont
Le Nord	St-Jérôme
Topo Local	St-Jérôme
Journal des citoyens	Prévoist
Ski-se-dit	Val-David

Groupe JCL

L'Éveil	Saint-Eustache
Nord info	Sainte-Thérèse
Info Mirabel	Mirabel
La voix	Ste-Anne-des-Plaines
Info Laurentides	Saint-Jérôme

The North Shore News	Rosemère et Deux-Montagnes
----------------------	----------------------------

Le Régional	Lachute
L'Argenteuil	Lachute
Main Street	Lachute

Médialo

L'info du Nord Mont-Tremblant	Mont-Tremblant
L'info du Nord Sainte-Agathe	Ste-Agathe
L'info du Nord vallée de la rouge	Vallée de la Rouge
Info de la lievre	Mont-Laurier
L'info de la Vallée	Maniwaki

Tremblant express	Mont-Tremblant
-------------------	----------------

Contenu

Histoire des Médias	1
Parution des premiers imprimés Québécois	1
La Gazette de Québec	2
Parution du premier imprimé Montréalais	3
LISTE DES MÉDIAS	5
par ordre chronologique liés aux Laurentides	5
1764-1935	5
La presse d'opinion fait son apparition	6
La presse au service des idées sociopolitiques	6
Le Canadien	7
La Minerve	8
Les Bleus contre les Rouges	9
L'offensive de l'Église catholique	9
Le Nord	10
L'Écho des Deux-Montagnes	11
The Wachtman	11
Les journaux illustrés et la faveur du grand public	12
Canadian Illustrated News	13
Le Nord	14
La Patrie	15
La Presse	16
L'écho des Deux-Montagnes	17
La Liberté	19
Avenir du Nord	20
L'Ami du Colon devenu Le Pionnier	21
Le Devoir	22
Écho de Terrebonne	23
Le Petit Journal	23
Montréal-Matin	24
Tribune d'Argenteuil	25
Le Journal de Mont-Laurier	25
La Voix du Nord	25
Écho du nord	26
LISTE DES MÉDIAS	27
liés aux Laurentides 2 ^e partie	27
1937-2010	27
Voix des milles îles	27

Le Flambeau	28
Écho des Laurentides	28
La Victoire des Deux-Montagnes.....	28
Courrier de Terrebonne.....	29
La vallée de la Diable.....	29
L'Argenteuil.....	29
L'Écho de la Lièvre.....	30
Dimanche-Matin	30
Le sommet.....	31
Revue de Terrebonne	31
L'Élan.....	31
L'action des Deux-Montagnes.....	32
Journal de Montréal	32
Le journal des pays d'en haut	32
Progrès	32
Nord hebdo.....	33
Progrès-Laurentides.....	33
Le Mirabel.....	33
Le Nord.....	33
Le Courant des Hautes-Laurentides.....	33
Radio	34
Télévision	34
.....	35
Médias écrits répertoire de 2024.....	36